

suiivante, le titre de directeur de la marine qui devint chef d'état-major de la flotte, faisant ainsi ressortir que les principaux conseillers du Gouvernement en matière de défense militaire et navale jouissaient d'un même rang. L'A.R.C. demeura sous juridiction militaire jusqu'en 1938, année au cours de laquelle elle obtint son autonomie et s'acquitta les services d'un chef d'état-major de l'aéronautique militaire.

A l'exception de l'usage de petits détachements pour prêter main-forte à l'autorité civile, le Gouvernement n'utilisa pas ses forces armées aux fins d'opérations militaires durant tout la période qui sépara l'Armistice de la Seconde Guerre mondiale. Il fut appelé à le faire en une seule circonstance, à savoir lorsque le Gouvernement britannique (c'est-à-dire Lloyd George et Winston Churchill) demanda, dans un appel demeuré célèbre, aux Dominions de fournir des troupes afin d'aider à lutter contre l'armée de Mustapha Kemal à Chanak. En dépit de l'opinion du chef de l'opposition, Arthur Meighen, qui était d'avis que le Canada aurait dû répondre à cet appel par «Nous sommes prêts, nous sommes à vos côtés», le Gouvernement libéral, appuyé des 65 Progressistes, n'était ni en mesure ni désireux de répondre à l'appel.

Les Canadiens, c'est un fait reconnu, forment un peuple non militaire. Cela étant, il est normal que les principales tâches accomplies par l'armée canadienne durant les années qui ont séparé les deux guerres mondiales fussent de nature non militaire. Le ministère de la Défense nationale mit au point et administra, durant toute la durée de la dépression, des camps de secours aux sans-travail dans lesquels pouvaient être admis et aidés tous les hommes valides, célibataires, sans foyer et sans travail, à qui on permettait d'accomplir un travail utile. Le plan fut conçu en grande partie par le chef de l'état-major à cette époque, le major général (maintenant général, retraité) A. G. L. McNaughton, auquel il dut son succès. A propos de ces camps, il subsiste encore aujourd'hui une idée fautive qu'il convient de corriger. On dit que ces camps, administrés par le ministère de la Défense nationale, fonctionnaient sur une base strictement militaire et que les pensionnaires étaient soumis à la discipline militaire. Ceci n'est pas exact. En réalité, le ministère qui était au courant de la publicité défavorable qui leur était faite, se garda bien de créer une atmosphère militaire. Mais ces camps devinrent le symbole de tout ce qu'on considérait comme odieux dans le Gouvernement Bennett et ils furent violemment attaqués. L'image qu'on se faisait de l'armée canadienne, qui n'était pas ce qu'elle aurait dû être, se détériora davantage par suite de son association avec une entreprise qui se voulait humanitaire. Au cours de sa campagne qui précéda l'élection générale de 1935, Mackenzie King promit d'abolir ces camps s'il était réélu; ce qui fut fait.

L'avènement des dictateurs et l'acheminement vers la guerre

A quelques exceptions près, notamment J. W. Dafoe de Winnipeg, les Canadiens, qu'il s'agisse d'hommes publics ou de simples citoyens, ne réussirent pas à découvrir le vrai visage de l'Italie faciste et de l'Allemagne nazie avant qu'il ne fût trop tard. On considérait que le totalitarisme n'était qu'une aggravation du malaise dont souffrait traditionnellement l'Europe; on ne douta pratiquement pas un seul instant qu'il puisse s'agir d'un phénomène propre au vingtième siècle et causé par la tension et le sentiment d'insécurité dont souffre l'homme du vingtième siècle. L'avènement du facisme ne constituait pas une nouvelle menace pour laquelle les anciennes réponses ne pourraient plus suffire mais n'était que le retour des intrigues, des rivalités et des nationalismes qui avaient constitué le fond de la diplomatie européenne d'avant-guerre. Par conséquent, elle n'exigeait aucune explication spéciale, ne créait aucun problème nouveau et ne nécessitait aucune mesure de précaution exceptionnelle.